



CP/OSMR/2023

Bureau du porte-parole et des relations avec les médias

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

La cheffe de la MONUSCO achève sa tournée de consultations avec ses partenaires sur le processus de transition conjoint entre le Gouvernement et la MONUSCO dans l'est de la République démocratique du Congo

KINSHASA, le 2 août 2023 - La Représentante Spéciale du Secrétaire général des Nations Unies (ONU) et Cheffe de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), Mme Bintou Keita, a conclu une mission de concertations d'une semaine dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), où elle a consulté les gouvernements provinciaux et les différentes communautés sur les actions prioritaires nécessaires pour un processus de transition fluide mais accéléré.

La tournée a débuté à Goma le 11 juillet, ensuite à Bukavu, Uvira, Bunia et s'est finalement terminée à Beni. Mme Keita a rencontré les Gouverneurs des provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu puis de l'Ituri, ainsi que les autorités de l'administration territoriale et municipale, la société civile et les organisations non-gouvernementales. La visite sur le terrain comprenait également des visites des bases de la MONUSCO, des sites de déplacés internes, dont Lala, qui a subi une attaque à la mi-juin, ayant fait 46 morts.

La mission de la Représentante Spéciale sur le terrain s'inscrit dans le contexte de l'élaboration d'un rapport spécial par le Secrétaire Général des Nations Unies, comme stipulé dans la Résolution 2666 du 20 décembre 2022. Dans cette Résolution, le Conseil de Sécurité demande de proposer des options pour adapter la future configuration des composantes civile, policière et militaire de la Mission ; et des entités des Nations Unies dans le pays. Ceci, en tenant compte du rôle de la MONUSCO par rapport à la Force régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est et d'autres initiatives internationales, régionales et bilatérales existantes à l'appui de la République démocratique du Congo.

« La dernière ligne droite des opérations de paix est l'étape la plus difficile. En écoutant les personnes que nous nous engageons à protéger, et en consultant des partenaires proches qui travaillent sur le terrain, nous pouvons assurer un retrait responsable », a déclaré Mme Keita.

En septembre 2021, un plan de transition conjoint a été adopté par le Gouvernement de la RDC et la MONUSCO et en juin 2022, la Mission a réduit son champ d'opération pour les Casques bleus des Nations Unies à trois provinces contre six en 2020. Cependant, à la suite de la demande de Son Excellence le Président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo que la MONUSCO se retire après les élections de décembre 2023, l'organisation a accéléré le rythme de son processus de transition.



Dans les trois provinces où elle est encore présente, la Mission a identifié 13 territoires prioritaires sur les 145 que compte le pays, où l'insécurité est élevée posant des défis importants à la protection des civils et nécessitant une attention soutenue conjointe des forces de sécurité nationales et des troupes de la MONUSCO. Dans le seul territoire de Djugu, la MONUSCO fournit actuellement une protection physique à plus de 100 000 personnes déplacées à travers ses quatre bases opérationnelles temporaires à Bayoo, Fataki, Rhoo et Gina et des déploiements permanents de combat (SCD) à Drodro et Amee.

« 2024 est l'année de la transition, où la Mission transfèrera de plus en plus ses responsabilités notamment en matière de protection des civils au Gouvernement de la RDC », a déclaré Mme Keita. « Nous travaillons avec les autorités pour nous assurer que les capacités nationales répondront aux exigences minimales de sécurité pour permettre un retrait responsable dans les zones où la MONUSCO protège actuellement les civils. Nous tirons également parti de l'expertise et des ressources des agences, fonds et programmes des Nations Unies pour intensifier leurs efforts pour accompagner le Gouvernement dans la mise en œuvre des plans nationaux à l'appui du développement et des besoins humanitaires. »

La MONUSCO, dans le cadre de son mandat de protection des civils, continue également d'appuyer le Gouvernement de la RDC dans ses efforts pour renforcer son système judiciaire, la capacité et la présence de la police nationale et la mise en œuvre de son programme de désarmement, démobilisation et réintégration ainsi que la réforme du secteur de la sécurité.

L'insécurité pèse lourdement sur les femmes et les filles et Mme Keita s'est engagée activement auprès de leurs représentants et dirigeants à chaque étape de sa tournée. En 2022, la MONUSCO a documenté près de 700 cas de violences sexuelles liées au conflit affectant les femmes et les filles, mais de nombreux incidents restent encore non documentés et les chiffres sont probablement beaucoup plus élevés. Les femmes candidates aux prochaines élections ont également fait part de leurs préoccupations concernant le harcèlement et les menaces auxquelles elles sont régulièrement confrontées. Malgré tout, c'est avec enthousiasme qu'elles abordent les prochaines élections.

« En tant que femme, mère et grand-mère, je m'engage à amplifier la voix des femmes et à reconnaître les immenses contributions que les femmes congolaises ont apportées à la résolution des conflits dans leurs communautés », a déclaré Mme Keita, qui ajoute " La MONUSCO est attachée à la parité hommes-femmes dans tous les aspects de la vie publique."